

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 19/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

BOOG (nouvelle carrière ZERC2 n°10)

15 rue de la Corvée
68890 Meyenheim

Références : 0006706171_2023_06_19_BOOG_VIIC
Code AIOT : 0006706171

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2023 dans l'établissement BOOG (nouvelle carrière ZERC2 n°10) implanté ZERC 2 n°10 68890 Meyenheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOOG (nouvelle carrière ZERC2 n°10)
- ZERC 2 n°10 68890 Meyenheim
- Code AIOT : 0006706171
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 07 octobre 2015. L'exploitation est autorisée pour une durée de 15 ans.

L'exploitation se fait à sec et en eau à la dragline jusqu'à une profondeur de 12m.

L'arrêté préfectoral encadre également une station de transit (2517) pour une surface de 1.18 ha (régime de l'enregistrement) et une installation de traitement des matériaux (2515) pour une puissance de 315kW (régime de l'enregistrement).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Les suites données par l'exploitant au constat de non conformité (présence de chasseurs sur le site) lors de la visite d'inspection du 26 avril 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Intrusion sur site	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est mis en conformité. L'installation mise en place par un chasseur a été enlevée. Le chasseur concerné a été informé de l'interdiction d'accès.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Intrusion sur site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Présence de tiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. (...) »
Constats : Suite à la visite d'inspection du 26 avril 2023, il avait été constaté la présence sur le site d'un aménagement réalisé par un chasseur (constat n°4 du rapport du 09 mai 2023). La visite d'inspection du 19 juin 2023 a permis de constater que cet aménagement a été retiré du site. L'exploitant a par ailleurs transmis un courrier destiné au chasseur concerné lui interdisant dorénavant l'accès au site. <div></div> <div>26 avril 202319 juin 2023</div>
Il y a donc lieu de considérer que la situation est revenue à la conformité et qu'il n'y a plus lieu de mettre l'exploitant en demeure sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet